Comptabilité et reporting

PI-27 : Intégrité des données financières

Composante 27.1 : Rapprochement des comptes bancaires

Le suivi des comptes des EPA ouverts auprès des banques commerciales n'est pas fait par les services du Trésor (voir commentaires pour PI-21.1).

La circulaire ministérielle relative à l'exécution du budget rappelle chaque année l'obligation pour les ordonnateurs des EPA de prendre « *toutes les dispositions utiles en vue d'effectuer les états de rapprochement nécessaires à une lisibilité adéquate des comptes* » de l'établissement. Cette instruction devrait conduire les EPA à produire le cas échéant, et à transmettre à la Direction de la trésorerie, des états de rapprochement périodiques avec les banques. Ce n'est pas le cas.

Par contre, les services du Trésor effectuent chaque mois, dans les 10 jours qui suivent la fin de la période considérée, les rapprochements pour tous les comptes du Trésor à la Banque centrale et tous les comptes de comptables publics du réseau Trésor ouverts auprès des banques commerciales. Les états de ces rapprochements sont disponibles.

L'absence d'états de rapprochement des comptes de projets ou des EPA ouverts auprès des banques commerciales ne permet pas d'attribuer une note supérieure à D pour la composante PI-27.1 [le critère pour l'obtention de la note supérieure C est : « *Le rapprochement bancaire pour tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale a lieu au moins une fois par trimestre, généralement dans les 8 semaines qui suivent la fin de chaque trimestre* »].

Composante 27.2 : Comptes d'attente

Les états financiers des trésoreries générales déconcentrées sont transmis au plus tard le 10 de chaque mois à l'ACCT. Ce dernier produit la Balance consolidée des comptes de l'Etat au plus tard le 20 de chaque mois. Avant cette échéance, la balance provisoire est examinée par une « Commission nationale de validation des états financiers ». Sont représentés dans cette commission les directions générales du Budget, du Trésor, des Douanes, des Impôts ainsi que la Direction des dépenses de personnels et des pensions. La Commission effectue les rapprochements pour tous les comptes, y compris les comptes d'imputation provisoire de recettes (Comptes 480) et de dépenses (Comptes 481).

A la fin de l'exercice et durant la période complémentaire, les comptes d'imputation provisoire sont apurés sauf pour les dépenses restant à régulariser et pour lesquels les crédits budgétaires sont insuffisants.

Pour cette composante la situation correspond à la note A [critère pour A : « *Le rapprochement des comptes d'attente a lieu au moins une fois par mois, dans le mois qui suit la fin de chaque période. Les comptes d'attente sont apurés dans les délais prévus, au plus tard à la clôture de l'exercice, sauf si cela est dûment justifié* »].

Composante 27.3 : comptes d'avances

Les comptes de l'Etat ne font pas apparaître les avances faites aux fournisseurs dans le cadre des marchés publics. Il n'existe pas, au niveau des services du Trésor, des procédures de suivi et d'apurement de ces avances.

Les dépenses exécutées selon les procédures de caisses d'avances et d'avances de fonds¹¹⁹ viennent en accumulation des crédits des comptes d'administrations centrales (compte 420 et 450). Les soldes de ces comptes connaissent de fortes augmentations. Ils ne font l'objet d'aucun rapprochement ni d'aucun apurement en fin d'exercice.

¹¹⁹ Voir explications et commentaires sur les caisses d'avances et déblocages de fonds au niveau de PI-21 et PI-25.

La situation correspond à D pour cette composante [critère pour la note supérieure C « *Le rapprochement des comptes d'avances a lieu une fois par an, dans les deux mois qui suivent la fin de l'année. Les comptes d'avances peuvent souvent être apurés en retard* »].

Composante 27.4 processus en place pour assurer l'intégrité des données financières

Les comptes administratifs sont élaborés à partir du système Probmis qui a remplacé l'ancien système DEPMI et qui est pleinement fonctionnel depuis 2015.

Probmis a incorporé, tant au niveau des procédures qu'au niveau des codes et classifications, les adaptations à la budgétisation par programmes. Les dispositifs de contrôle (habilitation sécurisation traçabilité des accès) ont bien été prévus et appliqués.

Les données du système souffrent de son manque d'intégration avec les autres systèmes d'information, notamment ceux de la Solde (direction de la solde et des pensions) et de la dette (CAA), ainsi que ceux utilisés par le MINEPAT pour le suivi des dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures. Les procédures d'enregistrements de données provenant de ces systèmes ne sont pas bien établies.

De même, ne sont pas bien établies les procédures de validation des enregistrements des crédits ouverts par les lois de finances. Il n'existe pas de documents visés et paraphés attestant de la conformité des enregistrements.

Par ailleurs, les gestionnaires du système mettent parfois en œuvre des solutions dites « techniques » qui peuvent nuire à la qualité des enregistrements. C'est le cas par exemple du traitement des caisses d'avance dans Probmis. Une caisse d'avance peut être alimentée par plusieurs lignes de crédit d'un même programme. Au motif de simplifier la gestion, il est créé au niveau du programme une ligne sur laquelle sont regroupées les crédits de la caisse, avec perte de la codification de la nature économique des dépenses, et donc des difficultés ou impossibilités de reclasser les dépenses, ainsi que des biais dans les statistiques sur l'évolution des crédits.

Pour les comptes de gestion, le plan comptable de l'Etat est le Plan OHADA, commun aux pays de la CEMAC. Il est conforme aux principales normes IPSAS.

La tenue des comptes est assurée via le système informatique CADRE. Installé au Minifi depuis plusieurs années, il ne pose pas de problèmes quant à sa maîtrise par les services comptables. Les dispositifs de contrôle et de sécurité y sont bien établis y compris ceux relatifs à la sécurité des accès et à leur traçabilité. Les manuels de procédures comptables sont disponibles.

Le Minfi ne dispose pas d'un organe chargé spécialement de vérifier l'intégrité de l'ensemble des données financières¹²⁰.

¹²⁰ Une telle mission n'est pas prévue dans les attributions de l'inspection générale du Minfi.

En ne tenant compte que de l'existence et de l'effectivité du fonctionnement des dispositifs de sécurisation et de traçabilité des accès aux systèmes d'informations comptables et de l'absence d'organe d'audit des informations financières, la note pour la composante PI-27.4 est B [critère pour B : « *L'accès et les modifications des dossiers sont limités et enregistrés, et se traduisent par une piste d'audit* »].

Indicateur et composantes	Note	Explication Résumée
PI-27 : intégrité des données financières	C+	Méthode de notation M2
27.1 : rapprochement des comptes bancaires	D	Les rapprochements des comptes du réseau Trésor avec la Banque centrale et les banques commerciales se font tous les mois, avant le 20 du mois qui suit la période considérée. Il existe des comptes d'administrations centrales extra budgétaires ouverts auprès de banques commerciales. Ces comptes ainsi que ceux de projets financés sur ressources extérieures ne sont pas suivis par le Trésor et ne font pas l'objet de rapprochements.
27.2 : comptes d'attente	A	Les rapprochements de comptes d'attente sont faits chaque mois, à l'occasion de la validation de la balance comptable. A la fin de l'exercice et durant la période complémentaire, les comptes d'imputation provisoire sont apurés sauf pour les dépenses restant à régulariser et pour lesquels les crédits budgétaires sont insuffisants.
27.3 : comptes d'avance	D	Il n'existe pas, au niveau des services du Trésor, des procédures de suivi et d'apurement des avances aux fournisseurs dans le cadre des marchés publics. Les caisses d'avances et d'avances de fonds ne font l'objet d'aucun rapprochement ni d'aucun apurement en fin d'exercice
27.4 : processus mis en place pour appuyer l'intégrité des données financières.	B	Des dispositifs de sécurisation et de traçabilité des accès aux systèmes d'informations comptables existent et leur fonctionnement est effectif. Il n'existe pas d'organe d'audit des informations financières.

PI-28 : rapports budgétaires en cours d'exercice

Plusieurs structures du ministère des Finances établissent des états de restitutions budgétaires et financières en cours d'année. L'ACCT produit mensuellement des balances des comptes du Trésor ainsi que des états d'exécution budgétaires par programme ; la Direction des

affaires économiques produit mensuellement des tableaux de bord des finances publiques et trimestriellement des notes sur l'exécution budgétaire ; la Direction générale du budget (Cellule statistique) élabore semestriellement des rapports d'exécution budgétaire qu'elle soumet au ministre des Finances. Ce sont ces rapports budgétaires de la DGB qui sont pris en compte pour l'évaluation de cet indicateur.

Composante 28.1 : Portée et comparabilité des rapports

Le rapport d'exécution budgétaire produit par la DGB en 2016 ne couvre que les opérations budgétaires de dépenses. Il n'y est pas rendu compte de l'exécution des recettes. Suivant les explications fournies par la DGB, tous les rapports antérieurs n'ont porté que sur les dépenses et c'est en 2017 que l'exécution des recettes y est prise en compte. L'exécution des dépenses est présentée par grande nature économique, par région et par chapitre (ministères et organes constitutionnels). Les états d'exécution budgétaire contenus dans ce rapport sont présentés dans le même format que le budget de l'Etat et comparent l'exécution du budget aux prévisions de la loi de finances. Ils intègrent les dépenses exécutées par les services déconcentrés de l'Etat sur les crédits délégués.

Les rapports budgétaires produits en cours d'année par la DGB présentent donc l'exécution du budget suivant les classifications économique, géographique et administrative, dans le même format que le budget de l'Etat, mais ne portent que sur les opérations de dépenses.

Cette situation correspond à la note D. (Critère pour la note D : « *La performance est inférieure à celle requise pour obtenir la note C* » c'est-à-dire « *La couverture et la classification des données permettent d'effectuer des comparaisons directes avec le budget initial pour les principales lignes administratives.* »)

Composante 28.2 Calendrier de publication des rapports

Des échanges que la mission a eus avec la DPB, les rapports budgétaires devraient en principe être produits semestriellement. Mais cette périodicité n'est pas toujours respectée. En 2016 un seul rapport a été établi. Il couvre la période de janvier à fin novembre 2016, et a été soumis au ministre des Finances le 13 décembre 2016.

Cette situation correspond à la note D. (Critère pour la note D : « *La performance est inférieure à celle requise pour obtenir la note C* » c'est-à-dire « *Les rapports sur l'exécution du budget sont établis sur une base trimestrielle (éventuellement à l'exclusion du premier trimestre) et publiés dans un délai de huit semaines à compter de la fin de chaque trimestre.* »).

Composante 28.3 Exactitude des rapports

L'exactitude des données contenues dans les rapports budgétaires de la DGB soulève des préoccupations qui concernent notamment les opérations suivantes :

- Les fonds mis à la disposition de certaines structures sur la base de décisions dûment signées du ministre des Finances sont imputés aux comptes d'imputation budgétaire définitive alors même que les dépenses ne sont pas effectuées. Cette manière de faire conduit à une majoration des dépenses réellement exécutées. A fin novembre 2016,

ces fonds se sont élevés à 58,9 milliards de FCFA, soit 1,9% des dépenses ordonnancées qui se sont établies à 3109,0 milliards de FCFA ;

- Les dépenses payées par la procédure d'avance de trésorerie par le Trésor sans ordonnancement préalable et qui doivent faire l'objet de couverture budgétaire ne sont pas aussi prises en compte. Ces dépenses, à fin novembre 2016, se sont chiffrées à 321,0 milliards de FCFA ;
- Les dépenses financées sur des ressources extérieures ne sont pas également prises en compte dans les rapports d'exécution budgétaire produits en cours d'année.

Les rapports budgétaires élaborés présentent l'exécution des dépenses à toutes les étapes de la phase administrative (engagement, liquidation et ordonnancement). Les données sur les paiements n'y sont présentées.

Cette situation correspond à la note D. (Critère pour la note D : « *La performance est inférieure à celle requise pour obtenir la note C* » c'est-à-dire « *L'exactitude des données peut soulever quelques préoccupations. Les données sont utiles pour l'analyse de l'exécution du budget. Les données sur les dépenses sont saisies au moins au stade du paiement.* »)

Indicateur	Note	Explication
PI-28 : rapports budgétaires en cours d'exercice	D	Méthode de notation M1
28.1 Portée et comparabilité des rapports	D	Les rapports budgétaires produits en cours d'année par la DGB présentent l'exécution du budget suivant les classifications économique, géographique et administrative, dans le même format que le budget de l'Etat, mais ne portent que sur les opérations de dépenses.
28.2 Calendrier de publication des rapports	D	Les rapports d'exécution budgétaire devraient être produits semestriellement, mais cette fréquence n'est pas respectée.
28.3 Exactitude des rapports	D	L'exactitude des données soulève des préoccupations significatives. Les rapports budgétaires élaborés présentent l'exécution des dépenses à toutes les étapes de la phase administrative (engagement, liquidation et ordonnancement), mais pas les données sur les paiements.

PI-29 : Rapports financiers annuels

La loi portant régime financier de l'Etat en ses articles 20, 21 et 22, et le Règlement général de la comptabilité publique en ses articles 124, 125 et 126 ont prescrit au ministre des Finances l'obligation de produire à la fin de chaque année la loi de règlement appuyée du

compte général de l'Etat pour rendre compte des résultats budgétaires et comptables, et ont fixé la documentation qui doit accompagner le projet de loi de règlement ainsi que les documents constitutifs du compte général de l'Etat (CGE). Pour la notation de cet indicateur, le projet de loi de règlement et le compte général de l'Etat sont considérés comme rapports financiers annuels.

Composante 29.1 : Exhaustivité des rapports financiers annuels

Les rapports financiers pris en compte pour la notation de cette composante sont la loi de règlement de l'exercice 2015 appuyée du compte général de l'Etat et des autres annexes.

Le texte de la loi de règlement de l'exercice 2015 :

- Présente, arrête et compare par rapport aux prévisions budgétaires les réalisations de recettes ventilées par grandes natures, et les réalisations de dépenses détaillées par chapitre (classification administrative) ;
- Présente et détaille les autorisations d'engagement et les crédits de paiement par programme, et donne les écarts entre les valeurs atteintes et les valeurs cibles des indicateurs des programmes.

Outre le Compte général de l'Etat, la loi de règlement est accompagnée notamment des annexes relatives :

- aux écarts entre les prévisions et les encaissements de recettes par nature ;
- à l'évolution entre les dotations, les ordonnancements des crédits de paiement, les paiements et les restes à payer présentée par grandes natures;
- à la situation des émissions de titres publics ;
- à la situation des comptes d'affectation spéciale ;
- au rapport final sur l'exécution du budget d'investissement public par projet, par chapitre et par région ;

Le CGE pour l'exercice 2015 est accompagné de la balance des comptes à fin décembre 2015 et comprend le bilan, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie.

Il importe de faire remarquer que les états de développement détaillés des réalisations comparées aux prévisions budgétaires aussi bien de recettes que de dépenses ne sont pas annexés au projet de loi de règlement, de même que l'état des garanties accordées par l'Etat.

Bien que le Cameroun n'ait pas encore basculé au système de comptabilité patrimoniale, le ministère des Finances essaie depuis 2010 d'élaborer des états financiers comprenant le bilan, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les états financiers élaborés contiennent notamment des données sur les immobilisations corporelles et financières, sur les soldes de trésorerie et les dettes. Toutefois, ces données sont loin d'être exactes.

Les projets de loi de règlement et les CGE sont établis annuellement. La loi de règlement et le CGE de 2015 et leurs annexes contiennent des informations sur les recettes ventilées par grandes natures, les dépenses détaillées par chapitre (ministères et organes constitutionnels), les immobilisations corporelles et financières, les dettes et les soldes de trésorerie. Les réalisations de recettes et de dépenses sont présentées dans le même format que le budget de l'Etat, ce qui permet de les comparer aux prévisions budgétaires. Cependant, des états de développement détaillés des réalisations comparées aux prévisions suivant la nomenclature

budgétaire ne sont pas contenus dans la documentation de la loi de règlement, ainsi qu'un état des garanties accordées par l'Etat.

Cette situation correspond à la note C. (Critère pour la note C : « *Les rapports financiers de l'administration budgétaire centrale sont préparés sur une base annuelle et sont comparables avec le budget approuvé. Ils contiennent des informations sur les recettes, les dépenses et les soldes de trésorerie.* »)

Composante 29.2 : Rapports financiers soumis à des audits externes.

La loi portant régime financier de l'Etat dispose en son article 21 que « *le dépôt du projet de loi de règlement et de ses annexes doit intervenir au plus tard le 30 septembre de l'année suivant celle de l'exercice auquel il se rapporte.* ». Mais la LRFE et le RGCP ne fixent pas une date limite pour la soumission du projet de loi règlement et de ses annexes à la Chambre des comptes.

Le projet de loi de règlement, le compte général de l'Etat et les autres annexes relatifs à l'exercice 2015 ont été transmis à la Chambre des comptes le 29 septembre 2016, soit dans les neuf (9) mois suivant la fin de l'exercice 2015.

Cette situation correspond à la note C. (Critère pour la note C : « *Les rapports financiers de l'administration budgétaire centrale sont présentés pour l'audit externe dans les neuf mois qui suivent la fin de l'exercice.* »)

Composante 29.3 Normes comptables

Les principaux textes nationaux qui régissent la comptabilité de l'Etat au Cameroun sont :

- le décret n°76/257 du 1er juillet 1976, complété par le décret n°79-473 du 15 novembre 1979, rendant exécutoire au Cameroun le Plan Comptable Général de l'Etat adopté par le Conseil des Chefs Etat de l' U.D.E.A.C le 7 décembre 1974 ;
- le décret n°2003/011 du 9 janvier 2003 portant nomenclature budgétaire et comptable harmonisée de l'Etat
- la loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat :
- le décret n° 2013/160 du 15 mai 2013, portant règlement général de la comptabilité publique ;
- l'instruction générale sur la comptabilité de l'Etat de 2009.

A ces textes nationaux, il convient d'ajouter au niveau supranational la Directive n° 03/11 – UEAC – 195 – LM -22 du 19 décembre 2011 relative au Plan Comptable de l'Etat applicable en zone CEMAC.

La loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a consacré la tenue d'une comptabilité patrimoniale largement inspirée de la pratique des entreprises, notamment en ses articles 60 et 63.

Encadré : Dispositions de la LFRE relatives à la comptabilité de l'Etat

Article 60.- « Les comptes de l'Etat doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle de son patrimoine et de sa situation financière. »

Article 63.-

« **Alinéa 1** la comptabilité générale de l'Etat est fondée sur le principe de la constatation des droits et obligations conformément au plan comptable général. Les opérations sont prises en compte au titre de l'exercice auquel elles se rattachent, indépendamment de leur date de paiement ou d'encaissement. Elle est décrite dans le compte général de l'Etat.

Alinéa 2 les règles applicables à la comptabilité générale de l'Etat ne se distinguent de celles applicables aux entreprises qu'en raison des spécificités de son action. »

La loi portant régime financier de l'Etat a donc fixé les principes comptables qui doivent présider à la tenue de la comptabilité générale de l'Etat, et le RGCP a défini les modalités de tenue des comptes de l'Etat. Il s'agit des principes de régularité, de sincérité, de l'image fidèle et de spécialisation des exercices. Ces principes qui sont généralement préconisés par les normes internationales sont repris par la Directive n° 03/11 – UEAC – 195 – LM -22 du 19 décembre 2011 relative au Plan Comptable de l'Etat applicable en zone CEMAC. Par ailleurs, la directive de la CEMAC a défini une série de 14 normes applicables à la comptabilité générale de l'Etat.

Toutefois, la directive de la CEMAC relative au plan comptable de l'Etat n'a pas encore été transposée dans le cadre juridique national. En outre, il n'est pas indiqué clairement dans la documentation du compte général de l'Etat les normes comptables qui ont servi à l'établissement des états financiers. De même, la Chambre des comptes dans son rapport n'émet pas un avis sur les normes comptables utilisées. Des informations sur les normes comptables ne figurent pas dans les documents de reddition de compte.

Bien que tout le cadre technique de tenue de la comptabilité patrimoniale ne soit pas encore révisé, et la directive de la CEMAC transposée dans le cadre juridique du Cameroun pour satisfaire aux exigences de la tenue de la comptabilité patrimoniale, le ministère des Finances essaie de produire depuis 2010, à la fin de chaque année, un compte général de l'Etat dont la structure est conforme aux prescriptions de la LRFE, du RGCP et de la directive de la CEMAC. Aussi, est-il possible de suivre la cohérence dans le temps des CGE. La documentation du CGE fait référence à ces textes qui sont par ailleurs rendus publics.

Cette situation correspond à la note C. (Critère pour la note C : « Les normes comptables utilisées dans tous les rapports financiers sont basées sur le cadre juridique national et assurent la cohérence des rapports dans le temps. Les normes suivies pour préparer les rapports financiers annuels sont divulguées. »)

Indicateur	Note	Explication
PI-29 : rapports financiers annuels	C	Méthode de notation M1
29.1 Exhaustivité des rapports financiers annuels	C	La loi de règlement et le compte général de l'Etat sont préparés annuellement, présentent et comparent les réalisations de recettes et de

		dépenses par grandes catégories économiques, ainsi que les soldes de trésorerie.
29.2 Rapports financiers soumis à des audits externes	C	Le projet de loi de règlement, le compte général de l'Etat et les autres annexes relatifs à l'exercice 2015 ont été transmis à la Chambre des comptes le 29 septembre 2016, soit dans les neuf (9) mois suivant la fin de l'exercice 2015.
29.3 Normes comptables	C	La structure du compte général de l'Etat est conforme aux prescriptions de la LRFE, du RGCP et de la directive de la CEMAC et permet de suivre la cohérence dans le temps des CGE. La documentation du CGE fait référence à ces textes qui sont par ailleurs rendus publics.

3.7 Supervision et audit externes

PI-30 audit externe

Cet indicateur examine l'indépendance de la fonction d'audit externe et l'audit des rapports financiers annuels (comptes administratifs et financiers) des administrations publiques. Les critères de notation des composantes de cet indicateur renvoient aux activités de l'Institution Supérieure de Contrôle (ISC) et aux normes ISSAI (normes de l'INTOSAI) ou à des normes nationales équivalentes.

Le Décret N°2013/287 du 04/09/2013 définit le Consupe comme institution de contrôle externe et lui confère le statut d'ISC. Le Consupe représente le Cameroun à l'INTOSAI et ses organisations régionales.

Toutefois, nous notons que :

- Le Consupe est institué par Décret et, qu'à ce titre, il ne répond pas à la norme ISSAI-1 (déclaration de Lima) dont l'un des critères est que « *L'établissement des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques et le niveau d'indépendance qui leur est nécessaire doivent être précisés dans la Constitution ; les modalités peuvent être détaillées dans les textes de loi* » (Déclaration de Lima, section 5).
- Le Consupe est rattaché à la Présidence de la République et est dirigé par un ministre délégué. Or, selon de la Déclaration de Lima « *Les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques sont des services de contrôle externe* » en ce sens qu'elles sont externes aux institutions qu'elles contrôlent et qui sont « *le Gouvernement, les autorités administratives et les organismes qui en relèvent* ».
- la Constitution du Cameroun attribue à la Chambre des comptes les compétences pour « *pour contrôler et statuer sur les comptes publics et ceux des entreprises publiques et parapubliques* ».

- Il n'existe aucune obligation de diffusion ou de transmission au Parlement ou à la chambre des comptes de rapports du Consupe. Tous les rapports du Consupe sont confidentiels.

Dans le cadre de cette évaluation, nous ne pouvons donc pas considérer que le CONSUPE fait partie des institutions de contrôle externe, ni que ses activités entrent dans le cadre de l'audit externe.

Les compétences de la Chambre des comptes sont définies par les articles 41 et 42 de la Constitution. Elles sont traduites par la loi n°2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la chambre des comptes de la Cour suprême (voir encadré); et ainsi qu'il suit par la loi n°2006/016 portant organisation et fonctionnement de la Cour suprême :

- contrôler et juger les comptes de l'Etat et des entreprises publiques et parapubliques ;
- statuer souverainement sur les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures des Comptes ;
- donner son avis sur les projets de loi de règlement présentés au Parlement ;
- élaborer et publier le rapport annuel des comptes de l'Etat adressé au Président de la République;
- connaître de toute autre matière qui lui est expressément attribuée par la loi.

**Extraits de la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003
fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de
la chambre des comptes de la Cour suprême**

ARTICLE 2. – 1) La Chambre des Comptes contrôle et juge les comptes ou les documents en tenant lieu des comptables publics patents ou de fait :

- de l'Etat et de ses établissements publics ;
- des collectivités territoriales décentralisées et de leurs établissements publics ;
- des entreprises du secteur public et parapublic.

2) Elle statue souverainement sur les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures des comptes.

3) Elle connaît de toute autre matière qui lui est expressément attribuée par la loi.

ARTICLE 3. – La Chambre des Comptes produit annuellement au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale et au Président du Sénat, un rapport exposant le résultat général de ses travaux et les observations qu'elle estime devoir formuler en vue de la réforme et de l'amélioration de la tenue des comptes et de la discipline des comptables. Ce rapport est publié au Journal officiel de la République.

ARTICLE 4. – La Chambre des Comptes rend, sur les comptes qu'elle est appelée à juger, des arrêts qui établissent si les comptes jugés sont quittes, en avance ou en débêt.

Les textes confèrent à la Chambre des comptes une mission juridictionnelle (jugement des comptes des comptables publics) et des missions extrajuridictionnelles pour l'appui au Parlement (avis sur le projet de loi de règlement et rapport annuel sur les comptes de l'Etat). Ils n'accordent pas explicitement à la Chambre des comptes des compétences en matière de vérification et d'audit.

Concernant les rapports annuels, la Loi de 2003 avait limité le rôle de la Chambre à l'élaboration d'un rapport sur ses activités avec la possibilité de formuler des

recommandations, rapport destiné au Chef de l'Etat et aux présidents des chambres parlementaires, et publié au Journal officiel. La loi de 2005 a apporté une amélioration significative en conférant à la Chambre des comptes la mission de produire et de publier un rapport annuel sur les comptes de l'Etat.

Composante 30.1 Portée de l'audit et normes d'audit

La Chambre des comptes produit et publie chaque année :

- un rapport qui porte à la fois sur le bilan de ses activités et sur les constats et recommandations qu'elle formule suite à l'examen des comptes qu'elle reçoit des institutions, en particulier ceux de l'Etat. Le dernier rapport publié porte sur l'année 2014, celui de 2015 est en cours d'édition,
- le rapport de certification des comptes de l'Etat qui doit accompagner le projet de lois de règlement. Ce rapport doit contenir un avis sur le projet de loi de règlement et certifier que les états financiers sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de l'Etat.

Les rapports de certification pour les projets de Loi des trois derniers exercices pour lesquels les comptes ont été clôturés (2013 à 2015) contiennent :

- une vérification du respect des normes ISSAI,
- des observations sur le respect des dates réglementaires de transmissions des états financiers à la Chambre des comptes,
- des observations sur les comptes.

Pour ce qui concerne les comptes des autres administrations publiques, la Chambre des comptes note chaque année dans son rapport annuel la faiblesse du nombre d'entités qui ne respectent pas l'obligation de reddition des comptes. Pour l'exercice 2015, l'état qui nous a été remis révèle en effet que sur les 97 EPA dont elle attendait les comptes, seulement 16 lui ont été transmis. Pour les Collectivités territoriales, elle n'a reçu que 88 comptes sur les 274 attendus.

La Chambre des comptes ne vérifie donc pas tous les comptes des administrations et collectivités.

Par ailleurs, la seule vérification des comptes par la chambre des comptes et l'importance des comptes non vérifiés ne lui permet pas de faire ressortir « *toutes les questions de fond pertinentes, les risques systémiques et les risques au niveau des contrôles* ».

Nous ne disposons pas des données sur l'ensemble des recettes et dépenses des entités extrabudgétaires. Nous ne pouvons donc pas mesurer ce que représentent les montants des recettes ou dépenses des entités qui ne transmettent pas leurs comptes à la Chambre des comptes par rapport au total des recettes ou dépenses de l'Administration centrale.

La note pour cette composante est donc D*.

Composante 30.2 : Soumission de rapports d'audit au pouvoir législatif

Les rapports annuels de certification soulignent le non-respect de l'échéance légale de transmission à la Chambre des comptes des états financiers et projets de Loi de Règlement.

Les rapports de la Chambre des comptes notent que les dates auxquelles lui ont été transmis ces documents ont été respectivement pour les trois derniers exercices clos : 11 octobre 2014, 14 octobre 2015 et 28 septembre 2016.

Pour ces mêmes exercices, les dates de transmission au Parlement des rapports de vérification par la chambre ont été respectivement le 17 novembre 2014, 17 novembre 2015 et 11 novembre 2016.

Cette situation correspond à la note A pour la composante PI-30.2 [critère pour A : « *Les rapports d'audit ont été présentés au pouvoir législatif dans les trois mois suivants la réception des rapports financiers par l'organisme chargé de l'audit externe au titre des trois derniers exercices clos* »].

Composante 30.3 : Suite donnée aux audits externes

Les rapports annuels montrent que les recommandations sont fréquemment renouvelées d'une année à l'autre.

Il n'existe pas de procédures ou de cadre formel pour le suivi des recommandations. La chambre des comptes ne reçoit pas de notification sur la prise en compte de ses recommandations.

La situation correspond à la note D [la note supérieure C exige : « *Une réponse officielle a été donnée par le pouvoir exécutif ou l'entité auditée concernant les audits auxquels une suite devait être donnée au cours des trois derniers exercices clos* »].

Composante 30.4 Indépendance de l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques

La loi 2003/005 portant organisation et fonctionnement de la chambre des comptes stipule que les magistrats du siège de la Chambre des Comptes sont nommés par décret du Président de la République, après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature. Elle ne fait aucune mention de la durée de leur mandat ni des conditions de leur révocation.

La chambre des comptes n'est pas compétente pour réaliser des missions d'audit et les textes ne précisent pas ses droits d'accès aux documents.

Son budget est intégré à celui de la Cour Suprême dont elle fait partie.

La note pour la composante PI-30.4 est D [critère pour la note supérieure C : « *L'ISC opère de manière indépendante du pouvoir exécutif, et cette indépendance est assurée par les procédures de nomination* »].

et de relèvement des fonctions du président de l'ISC ainsi que d'exécution du budget de l'ISC. L'ISC a un accès illimité et dans les délais prévus à la majorité des dossiers, documents et informations demandés »].

Indicateur	Note	Explication
PI-30 : audit externe	D+	Méthode de notation M1
30.1 Portée de l'audit et normes des audits	D*	La Chambre des comptes examine chaque année les rapports financiers de l'Etat et d'une partie des entités extrabudgétaires. Le manque de données ne permet pas de déterminer ce que représentent, en termes de recettes ou dépenses et par rapport à l'ensemble des administrations centrales, les entités qui ne transmettent pas leurs comptes.
30.2 Soumission de rapport d'audit au pouvoir législatif	A	Les rapports reçus par la Chambre des comptes pour les trois derniers exercices clos ont été examinés et transmis au Parlement dans les cinq semaines qui ont suivi leur réception.
30.3 Suite donnée audits externes	D	Il n'existe pas de cadre formel ou de suivi des recommandations. La Chambre renouvelle souvent les mêmes recommandations.
30.4 Indépendance de l'ISC des finances publiques	D	Les textes ne garantissent pas l'indépendance de la Chambre des comptes.

PI-31 Examen des rapports d'audit par le pouvoir législatif

Aux termes des dispositions de l'article 14 de la loi n° 96/06 du 18 janvier 1996, portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, le pouvoir législatif au Cameroun est exercé par le Parlement qui comprend deux chambres : l'Assemblée nationale et le Sénat. Ces deux chambres interviennent dans le processus d'examen et de vote des lois de finances en général, et des lois de règlement en particulier. Elles se réunissent en sessions ordinaires chaque année aux mois de mars, de juin et de novembre. L'examen des projets de loi de finances de l'année et des projets de loi de règlement a lieu au cours de la session de novembre.

Composante 31.1 Calendrier d'examen des rapports d'audit

La loi portant régime financier de l'Etat a fixé en son article 21 la date limite du 30 septembre de l'année suivant celle de l'exercice auquel il se rapporte, pour le dépôt du projet de loi de règlement d'un exercice donné appuyé du rapport de la Chambre des comptes au Parlement. Mais la LRFE ne fixe pas délai pour l'examen et le vote du projet de loi de règlement par le Parlement.

La mission n'a pas pu obtenir les informations relatives aux dates de dépôt du projet de loi de règlement et du rapport de la Chambre des comptes au Parlement. Les informations disponibles concernent les dates d'émission de l'avis de la Chambre des comptes sur le projet de loi de règlement et le compte général de l'Etat, ainsi que les dates de promulgation des lois de règlement des exercices 2013, 2014 et 2015. Ces dates sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 42 : Dates des avis de la Chambre des comptes et de promulgation des lois de règlement des exercices 2013, 2014 et 2015

Exercices budgétaires	Dates d'émission des avis de la Chambre des comptes sur le projet de loi de règlement (1)	Dates de transmission du projet de loi de règlement au Parlement	Dates de promulgation de la loi de règlement (2)	Délais entre (2) et (1)
2013	17 novembre 2014	Non disponible	23 décembre 2014	1 mois et 6 jours
2014	17 novembre 2015	Non disponible	21 décembre 2015	1 mois et 4 jours
2015	11 novembre 2016	Non disponible	14 décembre 2016	1 mois et 3 jours

Sources : Chambre des comptes – Site de l'Assemblée Nationale

Il ressort de ce tableau que la promulgation des lois de règlement des exercices 2013, 2014 et 2015 est intervenue dans un délai allant de 1 mois 3 jours à 1 mois 6 jours après l'achèvement de l'examen des projets de loi de règlement par la Chambre des comptes. Et, étant donné que la date de transmission au Parlement du projet de loi de règlement d'un exercice donné appuyé du rapport de la Chambre des comptes ne peut être que postérieure à la date d'émission de l'avis de l'Institution de contrôle, le temps consacré par le pouvoir législatif à l'examen des projets de loi de règlement des trois exercices considérés est nécessairement plus court que les délais indiqués dans le tableau ci-dessus.

En conclusion, l'examen des projets de loi de règlement et du rapport de la Chambre des comptes y relatifs des exercices 2013, 2014 et 2015 par le Parlement s'est achevé dans un délai de moins de trois mois pour chacun des exercices.

Cette situation correspond à la note A. (Critère pour la note A : « *L'examen des rapports d'audit des états financiers annuels a été achevé par le pouvoir législatif dans les trois mois suivant la réception de ces rapports.* »)

Composante 31.2 Auditions sur les conclusions de l'audit

A l'occasion de l'examen du projet de loi de règlement et du rapport de la Chambre des comptes sur l'exécution du budget, le ministre des Finances présente le projet de loi aux parlementaires et répond leurs questions. Le temps consacré par les deux chambres du Parlement à l'examen de ces documents est extrêmement court (trois jours au maximum par chambre)¹²¹, ce qui ne permet pas de procéder à des auditions sur les principales

¹²¹ Source : Délai communiqué par les Présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat lors des entretiens.

conclusions du rapport et qui sont nécessaires à l’approfondissement de l’analyse des documents. Les représentants de la Chambre des comptes ne sont pas invités à fournir des explications sur les observations et les conclusions de leur Institution devant le Parlement.

Cette situation correspond à la note D. (Critère pour la note D : « *La performance est inférieure à celle requise pour obtenir la note C* » c’est-à-dire « *Des auditions donnant lieu à un examen approfondi des principales conclusions des rapports d’audit sont tenues, et ne couvrent que quelques entités auditées ou ne peuvent inclure que des représentants du ministère des Finances.* »)

Composante 31.3 Recommandations du pouvoir législatif concernant l’audit

À l’issue de l’examen du projet de loi de règlement et du rapport de la Chambre des comptes, le Parlement à travers ses deux chambres formule des recommandations au Gouvernement. Le point de la mise en œuvre de ces recommandations est fait lors de l’examen du projet de loi de règlement de l’exercice suivant.

Cette situation correspond à la note B. (Critère pour la note B : « *Le pouvoir législatif émet des recommandations concernant les mesures devant être mises en œuvre par l’exécutif et suit leur application.* »)

Composante 31.4 Transparence de l’examen des rapports d’audit par le pouvoir législatif

Les travaux des commissions des finances et du budget des deux chambres du Parlement ne sont pas ouverts au public. Mais les séances plénières du Parlement consacrées à l’examen et au vote de la loi de règlement sont ouvertes au public. Les rapports des commissions ne sont pas publiés.

Cette situation correspond à la note D. (Critère pour la note D : « *La performance est inférieure à celle requise pour obtenir la note C* » c’est-à-dire « *Les rapports des comités sont publiés sur un site web officiel ou par tout autre moyen accessible au public.* »)

Indicateur	Note	Explication
PI-31 : examen des rapports d’audit par le pouvoir législatif	C+	Méthode de notation M2
31.1 Calendrier d’examen des rapports d’audit	A	L’examen des projets de loi de règlement et du rapport de la Chambre des comptes des exercices 2013, 2014 et 2015 par le Parlement s’est achevé dans un délai de moins de trois mois pour chacun des exercices.
31.2 Auditions sur les conclusions de l’audit	D	Des auditions approfondies sur les principales conclusions du rapport de la Chambre des comptes ne sont pas menées. Les représentants de la Chambre des comptes ne sont pas invités à fournir des explications sur les observations et les

		conclusions de l'Institution devant le Parlement.
31.3 Recommandation du pouvoir législatif concernant l'audit	B	A l'issue de l'examen du projet de loi de règlement et du rapport de la Chambre des comptes, le Parlement formule des recommandations au Gouvernement, et fait le point de leur mise en œuvre lors de l'examen du projet de loi de règlement de l'exercice suivant.
31.4 Transparence de l'examen des rapports d'audit par le pouvoir législatif	D	Les séances plénières du Parlement consacrées à l'examen et au vote de la loi de règlement sont ouvertes au public., mais les rapports des commissions ne sont pas publiés.